

Direction de l'**Espace Rural** et de la **Forêt**

Sous-Direction de la Forêt 19, avenue du Maine 75732 PARIS CEDEX 15 ☎ → 01.49.55.52.70 Télécopie → 01.49.55.41.97	Circulaire/DERF/SDF/C98-3016 Date : 30 juin 1998 Classement :
--	---

Objet : Forêts et terrains à boiser non domaniaux soumis au régime forestier
Procédures déconcentrées du décret n° 97.1163 du 17 décembre 1997 (JO du 21/12/1997).

Références : Circulaire DGA/MCP/C98-1002 du 3 mars 1998.
Instruction ministérielle sur l'aménagement forestier pour les forêts relevant du régime forestier du 2 novembre 1994.
Circulaire SF/SDAF/C.81/N° 3007 du 18 novembre 1981.

Le décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles de niveau régional conduit à modifier trois articles de la partie réglementaire du code forestier (livre I, titre quatrième, chapitre III) applicable aux aménagements des forêts et terrains à boiser **non domaniaux soumis au régime forestier**.

La présente circulaire précise l'actualisation des textes administratifs en vigueur en conséquence des nouvelles mesures qui d'une façon générale confirment le rôle de l'Office national des forêts gestionnaire des forêts soumises au régime forestier et ses rapports avec les collectivités concernées.

Il s'agit de considérer d'une part les articles R.143.1 et R.143.2 qui relèvent respectivement de l'approbation et de la modification des aménagements forestiers en cause et d'autre part l'article R.143.3 relevant de la procédure d'approbation de l'assiette des coupes non réglées.

Ces nouvelles dispositions sont applicables dès le **1^{er} juillet 1998**.

1) Aménagement : approbation, modification.

Les nouvelles dispositions de l'article R.143.1 confèrent aux préfets de région concernés le pouvoir de prendre les arrêtés d'aménagement des forêts et terrains à boiser non domaniaux soumis au régime forestier selon les dispositions de l'article L.143.1. L'Office national des forêts établit le projet d'aménagement forestier en concertation avec la collectivité ou la personne morale propriétaire et après avoir recueilli auprès des services concernés les données nécessaires à sa rédaction. Le dossier est, adressé au Directeur régional de l'agriculture et de la forêt qui saisira en toute opportunité et dans **les délais les plus courts** le service forestier de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt sur le projet d'arrêté. Cet avis est joint au dossier.

Un projet de texte d'arrêté d'aménagement forestier prenant en compte les nouvelles dispositions est joint en annexe. (cas de série unique).

PLAN DE DIFFUSION

Pour exécution

- Mmes et MM. les Préfets de région
- Mmes et MM. les Préfets de département
- Mmes et MM. les Directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt (Services régionaux de la forêt et du bois)
- Mmes et MM. les Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt
- M. le Directeur Général de l'Office national des forêts

De la même façon les nouvelles dispositions de l'article R.143.2 donnent pouvoir de décision au préfet de région pour tout changement dans le mode d'exploitation ou l'aménagement forestier conformément au 1^{er} paragraphe de l'article L.143.2 après consultation de l'Office national des forêts et avis de la collectivité ou personne morale propriétaire. L'avis du service forestier de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt est également requis et joint au dossier.

Ces deux dispositions sont d'ores et déjà inscrites dans les paragraphes 3.2.2. et 4.2 de l'instruction ministérielle sur l'aménagement forestier pour les forêts relevant du régime forestier du 2 novembre 1994 (parties concernant les forêts soumises non domaniales) qui entrent en application.

2. Aménagement : assiette d'une coupe non réglée.

Les nouvelles dispositions de l'article R.143.3 en application du deuxième alinéa de l'article L.143.2 donnent au préfet de région la compétence pour délivrer les autorisations de coupes non réglées. Il est autorisé à déléguer aux ingénieurs en service à l'Office national des forêts ses pouvoirs en la matière.

Par ailleurs le préfet de région détient désormais le pouvoir de statuer en cas de recours d'une collectivité ou personne morale propriétaire contre le refus opposé par l'Office national des forêts d'une coupe non réglée.

Afin de tenir compte de l'évolution de l'organisation de l'Office national des forêts, la circulaire n° 3007 du 18 novembre 1981 visée en objet est modifiée comme suit :

a) premier alinéa du 1°, page 1, lire :

1° "aux responsables des niveaux de gestion de l'Office national des forêts pour autoriser".

b) premier alinéa du 2°, page 2, lire :

2° " aux responsables des niveaux de direction de l'Office national des forêts pour autoriser".

L'avant dernier paragraphe de l'instruction devient caduc. Ses dispositions sont remplacées par le deuxième paragraphe du nouvel article R.143.3 qui stipule : "En cas de recours d'une collectivité ou personne morale propriétaire contre le refus opposé par l'Office national des forêts à l'assiette d'une coupe non réglée, le préfet de région statue".

Le reste de la circulaire est inchangé.

A cet effet et pour assurer la continuité et l'homogénéité des procédures de l'ensemble des forêts soumises au régime forestier dont la gestion incombe à l'Office national des forêts, je vous invite donc à accorder pour les forêts et terrains à boiser non domaniaux en cause, les délégations prévues dans cette circulaire et à prendre toutes les dispositions utiles pour statuer sur les litiges survenant entre une collectivité ou personne morale propriétaire et l'Office national des forêts qui portent sur l'assiette d'une coupe non réglée et le cas échéant d'une coupe réglée.

La circulaire DERF/SDF/C n° 3012 du 12 septembre 1988 est abrogée.

Pièce jointe : 1

Cyrille VAN EFFENTERRE

**REPUBLIQUE FRANCAISE
PREFECTURE DE LA REGION.....**

Département :

Forêt communale de :

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

Contenance : (ha)

- ARRETE D'AMENAGEMENT FORESTIER -

Révision d'aménagement forestier
ou

Premier aménagement forestier
199 - 20

LE PREFET DE LA REGION.....Chevalier (ou Officier) de la Légion d'Honneur

VU les articles L-143-1 et R-143-1 du Code Forestier,

VU l'arrêté ministériel en date du..... réglant l'aménagement de la forêt communale de..... ,

VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de en date du , déposée à la Sous-Préfecture de..... le....., donnant un avis favorable au projet d'aménagement forestier,

SUR la proposition du Directeur Régional de l'Office National des Forêts.

■■■■■■■■■■■■■■■■■■■■ - **A R R E T E** -

ARTICLE 1er - La forêt communale de (), (département de)d'une contenance de ha, est affectée principalement àet (le cas échéant) secondairement

ARTICLE 2 - Elle forme une série unique est divisée comme suit traitée en de.....(indication des proportions des essences à atteindre à la fin de la durée d'application de l'aménagement forestier). Pendant une durée de.....(19.. - 20..) : (liste des actions prévues : surface à régénérer, coupes, travaux, mise en repos.

ARTICLE 3 - Le Directeur Régional de l'Office National des Forêts est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à, le
Le Préfet de la Région.....